



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 4073

Texte de la question

POLITIQUE DE SÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Philippe Meunier, pour le groupe Les Républicains.

M. Philippe Meunier. Monsieur le ministre de l'intérieur, les Français n'en peuvent plus de ce désordre. Le pays n'en peut plus de votre politique et de la politique pénale voulue par Mme Taubira, qui ont laissé la violence s'emparer de nos rues. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Jour après jour, la loi est bafouée et les forces de sécurité se savent condamnées par la faiblesse du Gouvernement et l'absence d'autorité au plus haut sommet de l'État.

Hier encore, vous avez été incapable – je dis bien « vous, » monsieur le ministre – de donner les bonnes directives à nos forces de l'ordre pour assurer la protection de nos compatriotes.

M. Patrice Verchère. Eh oui !

M. Philippe Meunier. Vous avez ainsi laissé l'extrême-gauche casser et détruire les façades de l'hôpital Necker-Enfants malades. Derrière ces façades, monsieur le ministre, il y a des blocs opératoires où des enfants sont opérés ou en attente d'une intervention chirurgicale.

Une fois que vous avez fait des déclarations condamnant ces violences, monsieur le ministre, que reste-t-il de votre action ?

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Rien !

M. Philippe Meunier. Avec le Premier ministre, vous êtes passés maîtres dans l'art de donner des leçons.

Un député du groupe socialiste, écologiste et républicain. Et vous alors ?

M. Philippe Meunier. Mais en matière de sécurité vous allez d'échec en échec. Quand tirerez-vous enfin les conclusions de ce désastre ?

Dans ma question du 24 mai, je vous demandais de dissoudre tous ces groupuscules d'extrême gauche à la suite de la tentative de meurtre dont deux de nos policiers avaient été l'objet après l'incendie de leur véhicule : vous avez répondu à côté, comme à l'accoutumée.

Aujourd'hui la représentation nationale, et donc le peuple, exige une réponse claire et précise aux deux

questions suivantes : quand allez-vous agir pour obtenir la dissolution de ces groupuscules d'extrême-gauche ? Quand allez-vous faire cesser cette complaisance du Gouvernement à l'égard de ces criminels qui vont maintenant jusqu'à s'attaquer à nos enfants hospitalisés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, nous étions ce matin dans la cour de l'Hôtel de Beauvau pour rendre hommage aux deux policiers qui ont perdu la vie avant-hier. Vous comprendrez, monsieur le député, que dans le contexte de respect que l'on doit à ceux qui ont perdu la vie dans de telles circonstances, je ne veuille pas répondre à votre question en empruntant ce ton polémique, inutilement agressif et qui contribue à l'abaissement de la parole publique dans un contexte où le pays a, au contraire, besoin de voir cette parole s'élever. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Daniel Fasquelle. C'est vous qui faites de la politique politicienne !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Monsieur le député, là où vous avez utilisé un ton accusatoire, politicien, je voudrais vous répondre avec des faits précis. Ces faits précis, les policiers de France vous les confirmeront d'ailleurs, si toutefois vous allez à leur rencontre pour les interroger de temps à autre.

M. Bernard Debré. On ne vous a pas attendu pour le faire !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Les policiers de France, monsieur le député, vous diront qu'ils se souviennent que la majorité que vous souteniez avec un verbe moins haut que celui que vous venez d'utiliser, a supprimé 13 000 emplois en cinq ans dans les forces de sécurité ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Lionnel Luca. Ce n'est pas la question !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Les policiers de France vous diront qu'ils ne sont pas dupes de cela, et ils vous diront que lorsque l'on est attaché à l'autorité de l'État, on ne supprime pas 13 000 emplois dans les forces de sécurité alors que le pays est gravement menacé ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Philippe Meunier. menteur !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. On ne diminue pas de 17 % les crédits de fonctionnement de la police ! On ne supprime pas, monsieur Meunier, pour ensuite venir donner des leçons, quinze unités de forces mobiles parmi les compagnies de CRS et parmi les escadrons de gendarmerie mobile ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Patrice Verchère. C'est faux !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. On ne supprime pas des centaines de postes dans les services de renseignement !

M. Daniel Fasquelle. Et ça ce n'est pas du tout de la polémique politicienne !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Quand on est honnête et responsable,...

M. Laurent Furst. L'honnêteté, ce n'est pas vous !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...et que des policiers se mettent devant un hôpital pour le protéger, comme ils l'ont fait hier devant l'hôpital Necker, on leur rend hommage plutôt que d'engager des polémiques minables ! (*Les députés du groupe socialiste, écologiste et républicain se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur*

les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)

M. Laurent Furst. Ce sont vos propos qui sont minables !

M. Philippe Meunier. C'est lamentable !

Données clés

Auteur : [M. Philippe Meunier](#)

Circonscription : Rhône (13^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4073

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juin 2016](#)